



Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) Atelier de consultation et État des lieux

Rapport De l'Atelier



Jeudi 25 – Vendredi 26 juin 2009
Hotel Indaba
Johannesburg, Afrique du Sud

Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC)



L'atelier a été réalisé grâce au soutien de la Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO)



Table des matières

Sommaire des principaux thèmes clés et recommandations	3
Objectif de l'atelier	5
Objectifs	5
Résultats et produit de l'atelier	5
Contexte de l'atelier.....	5
Faits saillants du discours d'ouverture.....	6
Dresser le bilan de nos progrès et des leçons apprises	6
Principaux sujets abordés durant la première journée.....	7
Expériences à l'échelle régionale et mondiale – résumé des aspects principaux.....	7
Activités régionales en Afrique centrale et de l'est.....	7
Afrique occidentale – Statut du <i>Cadre Harmonisé Bonifié</i>	8
Afrique australe– L'IPC et le programme de la SADC pour renforcer le programme d'analyse et d'évaluation de la vulnérabilité (programme RVAC -Comité Régional d'Analyse de la Vulnérabilité).....	9
Partage des expériences nationales - « Foire aux idées ».....	10
Actualisation des révisions techniques	10
DEUXIEME JOUR travailler efficacement en commun et planifier les prochaines étapes.....	10
Perspective mondiale et régionale: Défis pour la structure de l'IPC et le renforcement des capacités	11
Perspective nationale et du pays: défis pour les parties prenantes à l'IPC.....	11
Planifier l'évolution future aux échelons mondial, régional et des pays.....	13
Remarques finales.....	13
Annexe 1: Liste des participants	14
Annexe 2: Étude de définition des partenariats externes - résultats préliminaires	16
Annexe 3: Questions-réponses des sessions.....	16
Annexe 4: Session d'actualisation (premier jour après-midi)	17



Sommaire des principaux thèmes clés et recommandations

L'atelier de consultation et état des lieux du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), tenu à Johannesburg en juin 2009, est la deuxième réunion internationale qui a permis de rassembler des parties prenantes et praticiens de l'IPC du monde entier. Elle a été organisée deux ans après l'Atelier technique international de l'IPC tenu en mars 2007 qui a marqué le début de l'approche de partenariat de l'IPC. À ce deuxième atelier international, centré sur l'Afrique subsaharienne, les participants ont dressé un état des lieux de la façon dont l'IPC a été mis en oeuvre jusqu'à présent. Ils ont analysé les progrès accomplis et les leçons apprises, ainsi que les principaux problèmes qui se posent au développement et à l'application futurs de l'IPC.

L'atelier s'est tenu en Afrique, continent où l'IPC est essentiellement conduit et déployé. Il a réuni 72 praticiens possédant une vaste expérience dans l'application de l'IPC et provenant des principales institutions concernées par la sécurité alimentaire dans les régions et dans les pays où l'IPC a été introduit ou adopté (généralement en Afrique subsaharienne). Ont également assisté à cet atelier des représentants des partenaires de l'IPC et, parmi les bailleurs de fonds, la Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne (**ECHO**) qui est l'un des principaux collaborateurs du développement et de la mise en oeuvre des activités de l'IPC. La liste des participants est présentée dans l'annexe 1.

L'atelier a fait ressortir les progrès accomplis dans le développement et la mise en oeuvre de l'IPC et a jeté les bases de la collaboration future entre les différentes organisations, telles que les gouvernements, bailleurs de fonds, institutions des Nations Unies et ONG.

Les présentations de plusieurs pays et régions ont mis en lumière de nombreux progrès:

- **en Afrique centrale et de l'Est**, qui possède la plus longue expérience dans l'utilisation de l'IPC. Les présentations ont souligné la nécessité de continuer à améliorer les capacités et à maintenir les acteurs principaux de façon à soutenir le déploiement et la mise en oeuvre de l'IPC.
- **en Afrique occidentale**, où les composantes principales des outils et de l'approche IPC sont incorporées au Cadre harmonisé du CILSS, ce qui devra donner naissance à un cadre analytique qui sera bientôt appliqué de façon expérimentale sur le terrain.
- **en Afrique australe**, où des possibilités ont été détectées pour lier l'IPC au système VAC (Comité d'évaluation de la vulnérabilité) aux échelons régional et national.

Les partenaires IPC ont examiné les priorités pour le développement technique de l'IPC.

Les participants se sont également penchés sur les résultats préliminaires de l'« Étude exploratoire des liens entre l'IPC et les initiatives connexes ». Une harmonisation entre l'IPC et d'autres produits d'information en matière de sécurité alimentaire pourrait contribuer à renforcer les liens internes. Quant aux liens externes, ils pourraient être consolidés en alignant l'IPC sur SMART/SPHERE et en favorisant la participation proactive d'autres partenaires des Nations Unies tels que l'Unicef, l'OMS et OCHA. Un sommaire de cette présentation figure dans l'annexe 2.

D'une manière générale, l'atelier a démontré que l'intérêt existe et que des progrès ont été accomplis dans le développement de l'IPC à tous les niveaux. La réunion a mis en évidence le consensus de plus en plus solide sur le processus de l'IPC entre les bailleurs de fonds, les organisations régionales, les pays ainsi que les partenaires IPC. Toutefois, ce processus doit des actions concrètes afin d'améliorer la coordination et la transparence d'une analyse de la sécurité alimentaire fondée sur les besoins.

Les principaux points relevés par les participants ont été les suivants:

- la nécessité d'améliorer les rapports entre les différents niveaux de gouvernement de l'IPC à l'échelle mondiale et des pays.
- l'importance de continuer à appliquer l'IPC de façon cohérente tout en autorisant une certaine flexibilité selon le contexte, en particulier dans une situation de développement.
- l'effectivité de l'IPC en tant que processus accepté/établi à l'échelon institutionnel pour améliorer l'analyse de la sécurité alimentaire et répondre aux attentes des responsables de la prise de décision.

Les principaux éléments susceptibles d'améliorer la mise en oeuvre et le développement de l'IPC:

- **Structure de gouvernance de l'IPC:** La structure actuelle doit être adaptée à l'évolution du contexte. Il faut resserrer les liens entre les niveaux mondial, régional et du pays. Les participants à l'atelier ont notamment suggéré d'établir une frontière plus claire entre les responsabilités politiques et techniques au niveau de la coordination mondiale de l'IPC. Ils ont également proposé d'étendre la participation au Comité directeur (ou au niveau politique) aux principaux bailleurs de fonds et aux partenaires régionaux;



- **Rôle des partenaires régionaux:** les présentations effectuées durant l'atelier ont souligné le rôle que peuvent jouer les organisations régionales dans la promotion de l'IPC. Celles-ci peuvent également constituer l'institution la plus pertinente pour coordonner la mise en oeuvre de l'IPC. Cependant, certains participants à la réunion ont conclu qu'il fallait affiner la définition du rôle des communautés économiques régionales:
 1. la collaboration avec des organes régionaux comme le CILSS et la SADC doit être renforcée par le biais d'accords spécifiques et de plans d'action conjointe;
 2. il serait également utile de collaborer avec le NEPAD pour résoudre certaines lacunes institutionnelles du processus IPC dans la région (par exemple, en Afrique orientale) où il n'existe pas de partenaires régionaux solides;
 3. il faut également envisager une participation active des organes régionaux à la structure de gouvernance de l'IPC.

- **Institutionnalisation** – il s'agit d'un domaine prioritaire non seulement à l'échelon global mais aussi national où les autorités nationales doivent pouvoir utiliser l'IPC de façon flexible comme cadre d'analyse de la sécurité alimentaire et pour la prise de décision afin de pouvoir tenir compte des différentes cultures organisationnelles des parties prenantes;

- **Renforcement des capacités** – les capacités de mise en oeuvre de soutien de l'IPC sont limitées; par conséquent, il faut s'efforcer de résoudre ce problème en apportant une formation en matière d'analyse de la sécurité alimentaire et une formation de formateurs à l'échelon des pays, et de renforcer, à l'échelon mondial, la capacité des agents de liaison de façon à améliorer la coordination entre les niveaux du pays et des provinces.

- **Défis techniques:** ceux-ci restent importants et l'atelier a mis en évidence certaines priorités stratégiques clés sur la base du travail de consolidation et des orientations du TWG de l'IPC. Il est notamment urgent de mettre au point un système de suivi et de contrôle de qualité qui est un facteur essentiel pour garantir que l'IPC réponde aux attentes des parties prenantes.

- **Communication** – il est nécessaire d'améliorer la communication et la circulation de l'information entre les différents niveaux, en particulier parmi et entre les pays et l'échelon mondial, de façon à faire connaître les activités IPC entreprises sur le terrain, partager des meilleures pratiques, demander ou recevoir un soutien technique et améliorer la coordination des efforts. Les participants à l'atelier ont notamment recommandé de renforcer et d'accroître l'utilisation des outils de communication existants (tels que le forum virtuel), ainsi que la mise en place un mécanisme nouveau et efficace de communication et de travail en réseau. Ils ont également souligné que les régions peuvent jouer un rôle fondamental en filtrant l'information et en facilitant la communication entre le niveau mondial et l'activité sur le terrain.

Objectif de l'atelier

Cet atelier avait pour but de contacter et consulter des praticiens de l'IPC, en particulier dans la région de l'Afrique subsaharienne, et de dresser un état des lieux de la mise en œuvre actuelle de l'IPC dans les régions. Les travaux seront centrés sur l'expérience du passé, les progrès accomplis et les leçons apprises. On espère parvenir à un accord sur un cadre de développement futur de l'IPC dans les sous-régions (Afrique centrale et de l'Est, Afrique australe et Afrique occidentale), sur la base de l'examen de stratégies sous régionales pour appliquer l'IPC, de mécanismes potentiels de gouvernance, de processus d'apprentissage à partir des leçons apprises et de contrôle de qualité, ainsi que de partenariats clés à l'échelon national, régional et mondial.

Objectifs

Les objectifs globaux de l'atelier étaient les suivants:

- a) Contacter et consulter les principaux praticiens à propos des défis actuels et futurs auxquels est confronté le processus de déploiement de l'IPC.
- b) Fournir aux praticiens une instance leur permettant d'échanger les leçons apprises avec leurs contreparties dans d'autres régions africaines.

Résultats et produit de l'atelier

L'atelier, d'une durée de 2 jours, s'est déroulé selon les sessions suivantes:

- a) Échange des leçons apprises jusqu'à présent à partir de l'expérience du développement de l'IPC en Afrique centrale, de l'Ouest et de l'Est,
- b) Discussion sur les partenariats actuels et futurs,
- c) Consultation sur les aspects clés de l'IPC, à savoir:
 - Le contrôle de la qualité
 - La structure de gouvernance et le fonctionnement
 - Les relations entre les niveaux mondial, régional et national
 - Le renforcement des capacités des principales parties prenantes
- d) Plan pour la prochaine phase de déploiement de l'IPC par rapport au financement des bailleurs de fonds et au développement de propositions à l'échelon régional et national.

Les résultats escomptés de cet atelier étaient les suivants:

- Accord sur la structure de gouvernance de l'IPC
- Accord sur la communication et les rapports entre les initiatives à l'échelon mondial, régional et national
- Accord sur les mesures à prendre pour passer à la phase suivante
- Établissement des grandes lignes de plans d'action aux échelons mondial, régional et national

Contexte de l'atelier

L'atelier a permis de jeter les bases d'une meilleure collaboration dans les années à venir entre différentes organisations, y compris les gouvernements, les bailleurs de fonds, les institutions des Nations Unies et les ONG, pour aborder ces problèmes.

Il a été divisé en 4 parties:

1. Dresser le bilan de nos progrès:

À partir de présentations des différentes régions et du Président du Comité directeur, les participants ont tenu un débat sur les problèmes qu'ils jugent préoccupants.

2. Se développer sur la base des leçons apprises

Lors d'un débat ouvert, les pays ont présenté leurs expériences, ce qui a donné lieu à un échange d'idées.

3. Travailler efficacement en commun

Une présentation de Save the Children a conduit à une série de réunions de groupe.

4. Planifier et évoluer

Élaboration de plans à l'échelon régional sur la base des expériences recueillies durant les deux jours et du travail de groupe précédent.



Faits saillants du discours d'ouverture

Chris Leather

Président du Comité de pilotage et représentant d'Oxfam International

Tous les acteurs s'accordent à reconnaître que la collaboration est indispensable pour améliorer la qualité de l'analyse de la sécurité alimentaire et ainsi fournir aux responsables de la prise de décision l'information dont ils ont besoin pour mettre en place des politiques efficaces pour éradiquer la faim et matérialiser le droit à l'alimentation pour tous.

L'état de la sécurité alimentaire mondiale n'est guère prometteur: La FAO a annoncé que le nombre de personnes victimes de la faim dans le monde a dépassé le cap du milliard, sous le coup de la crise

économique, de la pandémie du VIH/sida, des conflits et du changement climatique à l'échelle mondiale et que le nombre de personnes qui dépendent de l'aide humanitaire pour faire face à cette situation est également en hausse. Les gouvernements nationaux et les partenaires du développement ont été incapables d'adopter les mesures nécessaires pour renverser cette tendance.



Fig. 1 – Discours d'ouverture par Chris Leather

Principales questions que doivent se poser des praticiens de l'IPC:

- En tant qu'analystes et praticiens de la sécurité alimentaire, pouvons-nous affirmer honnêtement que nous faisons tout notre possible pour veiller à ce que les responsables de l'adoption de mesures pour affronter cette crise reçoivent la meilleure information possible, de façon opportune et facilement accessible, pour prendre des décisions pertinentes sur les interventions à réaliser?
- Avons-nous toujours le même discours et apportons-nous aux responsables de la prise de décision une analyse cohérente de la situation et des recommandations sur les mesures à prendre?
- Étant donné que nos organisations rivalisent pour obtenir des ressources déjà rares, n'oublions-nous pas que la collaboration pourrait s'avérer beaucoup plus utile aux intérêts des personnes victimes de la famine et de l'insécurité alimentaire?

« L'IPC est notre meilleur atout pour tenter de résoudre ces problèmes. Il nous permet de disposer d'une approche technique commune de l'analyse de la sécurité alimentaire et des principes institutionnels qui peut servir d'orientation à notre collaboration. Si nous l'appliquons aujourd'hui, il nous permettra d'adopter de meilleures décisions sur la façon de réagir aux crises alimentaires et d'insécurité alimentaire. »

Dresser le bilan de nos progrès et des leçons apprises

Le premier jour de l'atelier a été consacré à l'examen de questions considérées préoccupantes par les participants et à la présentation d'expériences de chaque région, donnant ainsi aux participants l'occasion d'analyser et de mieux comprendre les différents aspects et utilisations de l'IPC dans chaque pays.

Le principal résultat de cette première journée d'activités a été le repérage, par les participants, d'un certain nombre de problèmes critiques à résoudre. Ces problèmes sont, par exemple, la nécessité de préciser les rapports entre les niveaux mondial, régional et national et la façon de parvenir à un consensus entre les parties prenantes au développement et à la mise en œuvre de l'IPC.



Les travaux de cette journée ont également permis de mettre en lumière les réalisations des trois régions en termes d'application de l'IPC et les progrès accomplis dans les différents pays. Une des principales conclusions à cet égard est que l'IPC doit nécessairement être intégré aux systèmes existants et qu'il existe déjà plusieurs processus visant à obtenir des résultats similaires et communs.

Principaux sujets abordés durant la première journée

Un des aspects majeurs de l'atelier a été le repérage d'un certain nombre de problèmes qui, aux yeux des participants, doivent être résolus pour permettre de perfectionner l'IPC. Ces problèmes sont résumés ci-après:

- a. **Relations entre les échelons Mondial <-> Régional <-> National:**
 - Soutien: documentation et conseils, y compris le mandat et des manuels détaillés pour organiser l'ensemble du processus
 - Contacts (qui?) Partage de l'information et représentation dans différentes instances
 - Institutionnalisation
 - Harmonisation des méthodes
- b. Maintenir la cohérence l'IPC tout en faisant preuve de flexibilité pour l'adapter à des contextes différents ; poser les problèmes de la supervision, du contrôle de qualité et du suivi
- c. Institutionnalisation au sein de toutes les parties prenantes, reconnaître le processus, le stade auquel nous nous trouvons et sa faisabilité dans le cadre des différentes cultures organisationnelles des parties prenantes.
- d. Comprendre la vision qu'ont les donateurs de l'IPC et les aider à mieux comprendre le fonctionnement de cet instrument, étant donné la nécessité de promouvoir un financement à plus long terme. Cet aspect est particulièrement important car le financement à court terme limite certaines activités telles que l'institutionnalisation et le renforcement des capacités.
- e. Déterminer l'efficacité de l'IPC en termes d'influence sur la prise de décision et voir comment améliorer cette influence.
- f. Parvenir à un équilibre entre la perfection technique et l'approche basée sur les résultats
- g. Nécessité d'envisager des investissements pour améliorer les systèmes d'information existants
- h. Mettre au point une intervention coordonnée fondée sur une analyse coordonnée et analyser les liens entre l'action humanitaire et le développement
- i. Préciser le processus requis pour parvenir à un consensus durant les réunions d'analyse nationale
- j. Évaluer le degré d'engagement auprès de la société civile, notamment la collecte de données/analyse - représentation

Expériences à l'échelle régionale et mondiale – résumé des aspects principaux

Activités régionales en Afrique centrale et de l'est

Suleiman Mohamed et Aida Ndiaye en représentation de Francesco Del Re

Progression de l'IPC en Afrique centrale et de l'est : À la mi 2005, un Groupe de travail sur la sécurité alimentaire et la nutrition (FSN WG), composé de 20 organisations membres, a été créé dans le but de favoriser les consensus, partager des informations et mettre au point des instruments communs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Le FSN WG supervise la mise en œuvre et coordonne le développement de l'IPC dans la région.

Financement : Le financement reçu provient de différents bailleurs de fonds, en particulier ECHO qui finance l'IPC depuis 2008, une deuxième tranche de financement étant prévue pour la période allant jusqu'à juin 2010.

Activités: Un panorama général des activités régionales a fait ressortir les expériences sur le plan de l'harmonisation de l'IPC, du plaidoyer et des activités nationales.



Fig. 2 – Participants échangeant des informations sur les activités en Afrique de l’Est et Centrale

Défis:

Le **FSNWG** se heurte à un certain nombre de défis, en particulier les degrés variables d’engagement des organismes participants, ainsi que la nécessité d’une participation plus active des partenaires et d’une meilleure communication avec le siège.

Le **renforcement des capacités** dans le domaine de l’IPC et de la sécurité alimentaire est un élément fondamental pour garantir la mise en œuvre correcte de l’IPC. Il existe un matériel de formation, une formation de base a été mise en place et il est prévu d’établir un programme de formation de formateurs dans la région.

Aspects techniques: il existe généralement une volonté de partager l’information et de réaliser des analyses en commun mais il est nécessaire de récupérer l’information occulte, il faut aussi définir le rôle de l’organe technique régional pour lui permettre de porter rapidement des solutions aux pays ; la qualité des données est douteuse et l’utilisation des données dans les pays reste insuffisante ; l’instrument est basé sur les résultats mais l’information en matière de nutrition, de taux de mortalité, d’eau, etc. laisse encore à désirer à chaque niveau d’analyse et il n’existe pas assez d’orientations pour utiliser des proxys.

Utilisation des produits IPC: l’existence de différents formats pour les résultats pose des problèmes en termes de communication de ces derniers ; en outre, la qualité des données fournies par les parties prenantes est parfois remise en question.

Afrique occidentale – Statut du *Cadre Harmonisé Bonifié*
Ibnou Dieng

Renseignements généraux: il existe dans la région plusieurs institutions/acteurs concernés directement ou indirectement par la sécurité alimentaire ; néanmoins, ceux-ci utilisent différentes méthodologies, d’où la nécessité d’une harmonisation qui a été soulignée lors d’un Comité directeur technique à l’échelle régionale tenue en 1999. Ce constat a conduit à la création du Cadre harmonisé. Au moment de la mise en place de l’IPC, les parties prenantes ont discuté de la meilleure façon d’intégrer le Cadre harmonisé existant à l’IPC, ce qui a conduit au Cadre harmonisé bonifié. Le jalon principal dans ce processus a été une réunion tenue en juin 2009.



Fig. 3 – Stand d’exposition IPC

Résultats récents du processus: un tableau comparatif CH/IPC a permis d’améliorer le cadre conceptuel préexistant du Cadre harmonisé. Le pays pilote pour l’application du CHB sera le Niger où le processus a été lancé en 2008 mais n’a pas vraiment commencé.

Difficultés qui se posent au CHB à l’échelon national: il a été convenu que le CHB doit être un système permanent (et non pas basé sur des projets ; pour pouvoir produire des publications harmonisées et servir de support méthodologique régional, il doit renforcer les unités nationales et rester flexible.

Quelle est la contribution de l’IPC au CHB: il apporte une plus grande flexibilité en termes d’analyse ; son approche multisectorielle garantit l’inclusion d’indicateurs complémentaires (déplacements, menaces,...), permet la comparabilité et contribue à la prise de décision.



Prochaines étapes: rencontre à Dakar, du 13 au 17 juillet, pour tester le CHB dans cinq pays (Mauritanie, Sénégal, Tchad, Niger et Mali), compiler les analyses existantes, réviser les indicateurs et résoudre les problèmes de financement.

Afrique australe– L'IPC et le programme de la SADC pour renforcer le programme d'analyse et d'évaluation de la vulnérabilité (programme RVAC -Comité Régional d'Analyse de la Vulnérabilité)
Bentry Chaura (Président du RVAC)

La présentation a fait ressortir les expériences de fusion entre l'IPC et le système VAC actuel en Afrique australe.

L'IPC est encore récent en Afrique australe car un seul atelier a été réalisé au Zimbabwe en juin 2009. La présentation a rendu compte d'une synergie entre le système RVAC existant et l'IPC, ce qui facilite notamment l'adaptation du processus en fonction de la demande et l'amélioration des indicateurs.

Panorama général de l'IPC d'une perspective mondiale
Chris Leather (Représentant de Oxfam et Président du Comité de pilotage)

Une vision de l'IPC... « L'IPC devrait constituer la principale référence des responsables de la prise de décision dans l'analyse de la sévérité de la sécurité alimentaire... à l'horizon 2015 »

Souligner ce qu'est IPC et ce qu'il n'est pas: l'IPC n'est pas un instrument d'analyse de l'intervention mais un point de départ commun visant à fournir une analyse commune aux responsables de la prise de décision et à les aider à mettre au point des interventions.

L'IPC à l'échelon mondial repose sur un partenariat dont le but est de promouvoir une approche technique et institutionnelle commune de l'analyse de la sécurité alimentaire ; néanmoins, Chris Leather souligne que ce groupe de huit partenaires n'est pas un club fermé et que d'autres partenaires sont les bienvenus.



Fig. 4 – Présentation de la vision de l' IPC

Il est nécessaire de disposer d'une structure mondiale solide qui représente les agences partenaires afin d'assurer la cohérence technique (permettant la comparaison dans le temps et dans l'espace) et donner une assurance de qualité ainsi qu'un soutien technique aux régions et aux pays, et qui serve de référence à l'analyse de la sécurité alimentaire à l'échelon mondial.

Le noyau central de cette approche est le **principe de subsidiarité permettant la décentralisation** de l'analyse et une collecte de l'information aussi proche que possible de la population.

Principaux défis:

- l'outil n'est pas parfait, la perfection technique n'existe pas
- l'équilibre entre une approche mondiale commune et l'acceptation
- le contrôle de qualité
- une menace potentielle au fonctionnement de nos propres programmes et organisations
- le financement à court terme, s'agissant d'un processus et de programmes à long terme
- faire la preuve de l'impact sur les décisions/interventions

Prochaines étapes:

- formaliser notre vision commune
- identifier de meilleurs plans aux niveaux national et régional
- nous centrer davantage sur les leçons apprises sur le terrain
- résoudre les problèmes techniques prioritaires
- établir un système mondial de contrôle de qualité
- aider les pays et les régions à renforcer les capacités



Partage des expériences nationales - « Foire aux idées »

La foire aux idées a été l'occasion, pour les différents pays, de faire connaître leurs expériences non pas sous la forme d'une présentation à un public général mais par des affiches que les participants pouvaient distribuer dans les salles et par des conversations avec les pays souhaitant davantage d'informations. Les affiches et les présentations sont disponibles comme documents joints.



Fig. 5 – Séance de présentation des affiches : L'IPC in en Côte d'Ivoire et au Burundi

Actualisation des révisions techniques

Ci-après sont résumés le plan de travail technique et la situation de plusieurs questions techniques (résolues, non résolues, en cours de résolution) actuellement analysées par l'équipe globale de l'IPC, sous la conduite/coordination du TWG:

Quelques questions importantes actuellement en cours de résolution: la précision de la dimension temporelle et du facteur de risque ; la révision des indicateurs d'impact de référence pour la nutrition et la mortalité ; la révision de l'indicateur d'impact de référence pour l'adaptation; la fusion entre le manuel technique et le manuel de l'utilisateur ; la précision du cadre conceptuel servant de support à l'IPC ; la révision du format des grilles, etc.

Le **défi global** est de faire en sorte que l'IPC soit comparable tout en restant spécifique aux différents contextes. La communauté internationale est fortement en faveur d'une coordination entre les parties prenantes et d'une comparabilité de l'IPC. L'IPC reste un outil vivant et il est peu probable qu'il atteigne le degré de produit technique parfait et terminé.

DEUXIEME JOUR travailler efficacement en commun et planifier les prochaines étapes



L'objectif de cette journée était d'améliorer le fonctionnement du partenariat IPC et de planifier les prochaines étapes.

Les parties prenantes ont reconnu l'importance d'améliorer la structure de gouvernance, en particulier pour apporter un meilleur soutien et améliorer les relations avec les pays et les régions où l'IPC est mis en oeuvre. Il est extrêmement important d'apporter une formation et d'accroître les capacités au niveau régional et des pays afin d'étayer l'analyse à l'échelon national. Beaucoup a déjà été fait en termes de renforcement des capacités, d'institutionnalisation et de contrôle de la qualité mais ces efforts doivent être soutenus et accrus afin de garantir le succès de l'IPC.

Fig. 6 – Groupe de travail pour l'Afrique australe



Pour parvenir à cet objectif, les régions vont devoir améliorer leur processus et leur planification et, pour ce faire, ont souligné la nécessité d'un soutien accru de la part du niveau mondial.

Perspective mondiale et régionale: Défis pour la structure de l'IPC et le renforcement des capacités

1. Renforcer la structure de gouvernance de l'IPC

- La structure générale de gouvernance de l'IPC, en particulier les rôles clé joués par le Comité de Pilotage, l'Unité de Coordination et Groupe de Travail Technique, doit être mieux définie pour pouvoir répondre aux besoins d'établir des relations et de garantir une communication efficace entre les organes de l'IPC et les différents niveaux (mondial, régional, national).
- La vision doit être cohérente pour l'IPC et la mise en oeuvre à long terme à (10 ans).
- Quatre autres thèmes centraux: la structure (nationale, régionale, mondiale), le suivi/contrôle de la qualité, l'institutionnalisation, le renforcement des capacités.



Fig. 7 – Groupe de travail pour l'Afrique occidentale

2. Renforcement des capacités: défis et solutions possibles

Les principales recommandations pour relever le défi du renforcement des capacités de l'IPC sont les suivantes:

- rationaliser et systématiser l'approche ;
- accroître la formation en analyse de la sécurité alimentaire ;
- améliorer la qualité de la formation au moyen de cours de formation pour formateurs ;
- inclure une formation de base en SIG dans le déploiement ;
- considérer une formation de base en sécurité alimentaire durant le déploiement de l'IPC ;
- inclure « comment sensibiliser », le public cible.
- organiser une formation de formateurs à l'échelon des pays avec le soutien du niveau régional moyennant l'intégration avec les services locaux de formation et l'incorporation du cadre IPC dans les plans d'étude des institutions académiques.

Finalement, la capacité des agents de contact à l'échelon mondial doit être développée afin de travailler en coordination avec le niveau national/provincial.

Perspective nationale et du pays: défis pour les parties prenantes à l'IPC

Un travail de groupe a été organisé autour de quatre thèmes principaux: gouvernance, renforcement des capacités, institutionnalisation et contrôle de qualité. L'équipe a été chargée d'analyser les différents niveaux, des pays aux régions et d'inclure, chaque fois que pertinent, les rapports avec l'échelon mondial. Les principaux résultats du travail de groupe sont résumés ci-après.

Améliorer la gouvernance de l'IPC

Les groupes ont proposé un modèle révisé de la structure de gouvernance, soulignant l'importance de veiller à ce que celle-ci soit gérable, flexible et réaliste et que la communication entre les différents niveaux soit claire.



Fig. 8 – Groupe de travail pour l'institutionnalisation de l'IPC en Afrique australe

Structure proposée:

1. **Groupes de travail** pour trois régions africaines, l'Afrique australe, et la grande Corne/de l'Est.
2. **Un secrétariat** chargé de la planification stratégique, de la coordination, du soutien technique et du contrôle de qualité.

Ce secrétariat serait composé de différentes sous-divisions, comprenant un personnel contractuel, ne travaillant pas à temps plein, mais en fonction du cycle/des besoins, telle que la sous-unité de la qualité et du suivi. Les fonctions de collecte de fonds et de communication devront être plus présentes/permanentes afin d'assurer la coordination/harmonisation. Le Secrétariat devra également fournir des orientations de planification stratégique. Le travail du secrétariat devra également se refléter à l'échelon régional pour garantir une approche du bas vers le haut.

3. **Un Conseil chargé des approbations et des décisions stratégiques:** au sommet, un conseil politique composé des différents acteurs, bailleurs de fonds, institutions des Nations Unies, ONG, représentants régionaux, qui sera responsable des aspects politiques. Alex Rees a signalé que, à l'avenir, le conseil pourrait être reflété aux échelons régional et national.

Activités de renforcement des capacités et ressources nécessaires

Échelon national: les activités proposées pour renforcer les capacités sont notamment les suivantes: une évaluation des capacités devra être réalisée pour inclure les capacités et les ressources existantes ; détermination des groupes cibles en fonction des différents contextes nationaux, en termes de formateurs et de formés, en donnant la préférence aux ressortissants nationaux de façon à ce qu'ils puissent rester longtemps et éviter ainsi les pertes de capacité. Identifier des agents de contact pour amorcer le processus. Les ressources nécessaires sont notamment: améliorer le manuel des formateurs, organiser des sessions de mise à jour en sécurité alimentaire, fournir les ressources financières nécessaires aux éléments de base. Le déploiement est important ; les pays doivent pouvoir mener à bien l'IPC de façon indépendante.

Niveau régional: le travail de groupe a conclu qu'il fallait mettre en place un noyau de formateurs au sein des structures régionales existantes et promouvoir la création d'agents de contacts qui apporteront leur soutien aux pays. Les ressources doivent inclure des orientations et du matériel sur les tâches spécifiques de l'IPC régional. Le rôle de la région serait d'appuyer les pays, de compiler les leçons apprises et de coopérer avec d'autres initiatives d'apprentissage.

Échelon mondial: mettre au point un cours d'éducation à distance et créer un groupe de formateurs (liste de formateurs et supports aux échelons national et régional).

Institutionnalisation: principaux problèmes et solutions

Dans les discussions de groupe, plusieurs problèmes communs entravant l'institutionnalisation de l'IPC ont été identifiés comme suit: le manque d'une information bien structurée, des connaissances lacunaires des principaux acteurs, le manque de leadership politique, en particulier pour les gouvernements, et un conflit avec des systèmes déjà en place tels que le RVAC.

Pour surmonter ces difficultés, il faut améliorer l'information disponible, commencer par sensibiliser les principales parties prenantes et effectuer une formation ciblée, préciser le mandat des organisations responsables du déploiement de l'IPC (par exemple, les groupes de travail technique) et promouvoir l'appropriation du processus de l'IPC afin d'atténuer les rivalités entre les groupes.

L'accent a également été mis sur la nécessité de renforcer des structures existantes de façon à ce qu'elles soient mieux en mesure de mettre en oeuvre l'IPC, ainsi que le partage d'informations, d'expériences et de personnes entre les différents pays et régions, de façon à améliorer la cohérence et la connaissance de l'IPC. Différents outils, tels que les forums virtuels, ont été proposés à cet effet.



Contrôle et suivi de la qualité

Les groupes ont fait ressortir la nécessité d'un système de suivi et de contrôle de la qualité. Ils ont estimé que les principales difficultés seraient de déterminer comment l'incorporer à l'échelon gouvernemental, documenter/évaluer la fiabilité des rapports et des analyses présentés et renforcer les rapports entre les pays et les régions de matérialiser ce processus. Les groupes ont également discuté de la qualité de l'information présentée et de la fiabilité des sources.

Planifier l'évolution future aux échelons mondial, régional et des pays

Cette session a surtout permis de donner aux participants l'occasion d'avoir un débat à l'échelon régional en dehors de leur environnement habituel, de façon à pouvoir résoudre des problèmes et des éléments qui ralentissaient le processus.

Remarques finales

Nick Maunder (ECHO)

L'IPC n'est pas une nouvelle architecture mais un outil d'analyse des architectures existantes. L'IPC doit et peut se développer pour répondre à la demande croissante tout en veillant à assurer la qualité. Il a évolué passant d'une concentration sur les aspects techniques à une institutionnalisation axée sur une gouvernance améliorée. Pour garantir le succès de l'IPC, il faut que les bailleurs de fonds qui financent l'IPC soient diversifiés et mieux intégrés aux clusters alimentaires et à la réforme des Nations Unies afin de fournir une meilleure structure de soutien.



Fig. 9 – Remarques finales

Alexandros Yiannopoulos (Agent de contact mondial IPC Oxfam)

Nombreuses sont les organisations qui, dans les différents pays, sont en mesure de résoudre les problèmes soulevés au sein de l'atelier. Il est absolument fondamental que tous ceux qui participent à l'IPC travaillent en collaboration. Les organes à l'échelon mondial peuvent apporter un soutien mais il est essentiel que les régions et les pays soient proactifs.

Luca Russo (Représentant du Comité directeur FAO)

L'IPC ne doit pas se transformer en une victime de son propre succès et chercher à trop couvrir avant de résoudre les principaux défis techniques et institutionnels. L'atelier a mis en évidence l'importance des organisations régionales dans le processus IPC, à son stade actuel et dans son développement futur.

Annexe 1: Liste des participants

Participant List Global IPC Forum			
Names	Organisation	City/Country	Email
Aida Ndiaye	FAO	Nairobi	aida.ndiaye@fao.org
Alex Rees	Save	London	a.rees@savethechildren.org.uk
Alexandros Yiannopoulos	Oxfam	Oxford	AYiannopoulos@oxfam.org.uk
Alexis Hoskins	OCHA	Geneva	hoskins@un.org
Andrea Berardo	WFP	Kampala	andrea.berardo@wfp.org
Angie Lee	WFP	Rome	Angie.Lee@wfp.org
Annuciata Hakuza	FS Early Warning, MoA	Uganda	maaifewu@yahoo.co.uk
Anon Bertin	Sous-directeur des cultures vivrieres et de la securite alimentaire	Cote d'Ivoire	anonbertin@yahoo.fr
Babikir Haj Hassan Ibrahim	Ministry of Agriculture and Forestry - Sudan	Khartoum, Sudan	babikeribrahim55@gmail.com
Basra Hassan	UNICEF	South Africa	bahassan@unicef.org
Bentry Chaura	SADC	Southern Africa	bchaura@sadc.int
Bruce Isaacson	FAO	Jo'burg	Bruce.Isaacson@fao.org
Caroline Kilembe	MoA	Dar Es Salaam	carockilembe@yahoo.com
Catherine Allen	Save	London	earlywarning@savethechildren.org.uk
Charles Rethman	RHVP	Botswana	charles_rethman@yahoo.com
Charles Zulu	Kw-Zulu Natal Univ.	Pietermaritzburg, SA	205517781@ukzn.ac.za
Chris Leather	Oxfam	Rome	Chris.L Leather@oxfaminternational.org
Clément TENGE TENGE BALENGA	Oxfam GB	Cote d'Ivoire	CTenge@Oxfam.org.uk
Dan Mullins	CARE	Jo'burg	Dan.mullins@co.care.org
Elamin Hassan Elamin Mohamed	FAO Sudan	Khartoum, Sudan	ElAmien.Mohamed@fao.org
Eric Kenefick	WFP	South Africa	eric.kenefick@wfp.org
Fanie Mahlangu	Department of Agriculture	South Africa	faniem@nda.agric.za
Felix Lee	FEWS NET	USA	flee@fews.net
Florence Rolle	FAO	Ethiopia	florence.rolle@fao.org
Francesco Del Re	FAO	Nairobi	Francesco.Delre@fao.org
Garry Sawdon	organization	Jo'burg	sawdon@it.bw
George Kembo	Zim-Vac	Zimbabwe	georgek@mweb.co.zw
Ibnou Dieng	CILSS	Niger	I.Dieng@agrhyment.ne ; ibnou.dieng@yahoo.fr
Isaac Nzitunga	MINAGRIE	Burundi	nzitungai@yahoo.fr
Isaac Tarakidzwa	FEWS	Jo'burg	itarakidzwa@chemonics.com
James Bwirani	Oxfam	Jo'burg	JBwirani@oxfam.org.uk ;
Jeremy Shoham	Consultant	London	jshoham@easynet.co.uk
Jerome Bernard	Save	Zimbabwe	jeromeb@scfuk.org.zw
John Borton	Consultant	London	johnborton@ntworld.com
José Lopez	RSO Nairobi	Nairobi	Jose.Lopez@ec.europa.eu
Josephine Kiamba	WFP	South Africa	kiambajm@gmail.com



Justus Liku	CARE International	Nairobi	liku@ci.or.ke
Kpangni Kracou Agnini Barthelemy	Directeur des productions alimentaires et de la diversification	Cote d'Ivoire	kpangny@yahoo.fr
Landry Brou	FAO	Cote d'Ivoire	lbrou@yahoo.fr
Luca Russo	FAO	Rome	luca.russo@fao.org
Mahamadou ALFARI MAIGA	Oxfam GB	Dakar	malfari@IntermonOxfam.org
Makki Gasm El Seed Elkamil Taha	Humanitarian Aid Commission - Sudan	Khartoum, Sudan	makkitaha@gmail.com
Methode Niyongendako	FAO	Burundi	methode.niyongendako@fao.org
Moise Ballo	WFP	Central African Republic	moise.ballo@wfp.org
Moustapha Touré	WFP	Cote d'Ivoire	Moustapha.Toure@wfp.org
Nathi Vilakati	Save	Swaziland	nvilakati@savethechildren.org.sz netaruvinga@yahoo.com ; netaruvinga@cso.zarnet.ac.zw
Nelson Taruvinga	CSO/ZIMVAC	Harare	
Nick Maunder	ECHO	Nairobi	nick.maunder@ec.europa.eu
Nourou Tall	FAO	Niger	nourou.tall@fao.org
Oriane Turot	FAO	Rome	oriane.turot@fao.org
Pamela Komujuni	Office of the Prime Minister	Uganda	pkomujuni@opm.go.ug
Paolo Romano	OCHA ROSA	Jo'burg	romanop@un.org
Patrick David	FAO	Dakar	patrick.david@fao.org
Patrick Diskin	USAID	South Africa	pdiskin@usaid.gov
Paul Mecartney	Save	Malawi	pmcartney@savechildren.org
Phumzile Mdladla	FEWS	Jo'burg	PMdladla@fews.net
Pierre Vauthier	FAO	DRC	pierre.vauthier@fao.org
Rachele Santini	FAO	Rome	rachele.santini@fao.org
Robert Ngonde	MoA	DRC	ngonde_robert@yahoo.fr
Robert Samupindi	WFP	Zimbabwe	Robert.Samupindi@wfp.org
Rony Moremi	Department of Agriculture	South Africa	rincertm@nda.agric.za
Salif Sow	Fews net	Burkina Faso	ssow@fews.net
Silke Pietzsh	ACF	US	spietzsch@actionagainsthunger.org
Stella Sengendo	FAO	Uganda	Stella.Sengendo@fao.org
Steve Mohlabi	Department of Agriculture	South Africa	DFS@nda.agric.za
Suleiman Mohamed	FEWS NET	Nairobi	msuleiman@fews.net
Tsakani Chauke	Dept. of Agriculture	Jo'burg	TsakaniC@nda.agric.za
Vedasto Rutachokozibwa	FAO	Dar Es Salaam	Vedasto.Rutachokozibwa@fao.org
Zerbo Ferima	WHO	Jo'burg	ZerboF@zw.afro.who.int
Zodwa Phakedi	Department of Agriculture	South Africa	ZodwaP@nda.agric.za
Zoe Druilhe	FAO	Rome	Zoe.Druilhe@fao.org

Annexe 2: Étude de définition des partenariats externes - résultats préliminaires

L'étude de définition des partenariats externes demandés par les partenaires mondiaux de l'IPC a pour but de contacter une série d'acteurs principaux de l'IPC afin de garantir que le processus d'institutionnalisation de l'IPC au sein des systèmes d'information à l'échelle mondiale se déroule de la meilleure façon possible et que l'intervention humanitaire soit rendue de plus en plus efficace par l'intégration de l'information de l'IPC et de l'action correspondante. Les principaux concepts ont été spécifiés dans l'identification des liens entre la nature, l'objectif du lien et son d'insertion dans le contexte de la sécurité alimentaire, moyennant l'harmonisation de l'IPC avec d'autres produits d'information relative à la sécurité alimentaire telle que ceux utilisés par le PAM et la FAO (par exemple, l'alignement de l'IPC sur SMART/SPHERE et la promotion de contacts proactifs avec d'autres partenaires des Nations unies comme l'Unicef, l'OMS et l'OCHA).

La présentation a essentiellement fait ressortir que les liens entre l'IPC et d'autres parties prenantes/initiatives clés peuvent exister à quatre niveaux différents:

- 1. Les liens de base:** internes et externes: dont le but est essentiellement de forger des consensus à l'échelon national, assurer la comparabilité entre les pays et utiliser l'outil dans des contextes chroniques ainsi que transitoires.
- 2. Comparabilité entre les pays:** ces liens répondent aux besoins d'adapter les produits IPC aux besoins d'information de ceux qui attribuent les ressources.
- 3. L'outil commun dans 50 pays:** L'IPC est resté un cadre humanitaire dans beaucoup de pays qui présentent des épisodes occasionnels d'insécurité alimentaire et il est donc important d'investir en renforcement des capacités et modification de la gestion actuelle.
- 4. Un outil à utiliser dans les contextes chroniques ainsi que transitoires:** La transition d'une situation d'urgence au développement exige un plus grand nombre de phases, d'indicateurs et de seuils qui permettent de mieux différencier l'insécurité alimentaire chronique.

Annexe 3: Questions-réponses des sessions

Activités régionales en Afrique centrale et de l'Est

Q. Comment les doutes sur les résultats de l'IPC ont-ils été résolus ? L'information utilisée dans l'atelier/la formation en matière d'analyse n'est pas toujours la plus actualisée.

R. Aida Ndiaye du Bureau régional de la FAO répond que le taux de fiabilité des données et le niveau de confiance de l'analyse tels qu'ils sont indiqués sur la carte répondent à la question de la qualité des résultats de l'IPC.

Q: Quel est l'impact de l'absence et de la (mauvaise) qualité des données sur les analyses ?

R. Lorsque les données nécessaires aux indicateurs de référence ne sont pas disponibles, l'analyse doit se baser sur des preuves indirectes, par exemple, faute de disposer de données de type GAM, il est possible de recourir à la circonférence du bras pour avoir des indications sur la malnutrition aiguë. L'analyse de l'IPC exige également une projection; les indicateurs de processus sont également tenus en compte.

Q: D'où proviennent les données relatives au Tchad ?

R. La source pour les cartes du Tchad est le FEWSNET.

Afrique occidentale – Statut du *cadre harmonisé bonifié*

Commentaire: Il serait utile d'avoir des informations complémentaires sur le rôle éventuel de la société civile (Oxfam Espagne, Afrique occidentale).

Q. Pourquoi il l'outil a-t-il été baptisé « cadre harmonisé bonifié » au lieu d'IPC ? (Isaac, Burundi)



R. Parce que la région possédait déjà des systèmes et des protocoles et que le Cadre harmonisé était déjà en place ; la FAO avait déjà participé à la mise en oeuvre du Cadre harmonisé bonifié. Le nom de cadre harmonisé (CH) concerne un système d'information, ce qui n'est pas le cas de l'IPC.

Q. Quelle est la représentation des gouvernements dans l'application et l'internalisation de l'outil ? (Isaac, Burundi)

R. L'idée de base est que cet outil ne constitue pas un projet de plus. En effet, de nombreuses initiatives ont fait long feu parce qu'elles étaient associées à un projet. Les pays ont une participation dès le tout début du développement du CH.

Session technique

Q. Partir de la base que les données sont disponibles et de bonne qualité

A. Nous pouvons faire appel aux preuves indirectes lorsque des données de bonne qualité pour mesurer les indicateurs d'impact de référence ne sont pas directement disponibles. Ce mécanisme est au coeur des spécifications analytiques de l'IPC. Par conséquent, le problème du manque de données est en quelque sorte déjà pris en considération.

Q. Comment l'effet de l'aide humanitaire est-il pondéré dans l'analyse ?

A. L'aide humanitaire est prise en compte ; il suffit de donner certaines indications claires. faire participer les acteurs qui fournissent des informations/leçons (par exemple, les pays eux-mêmes)

Q. En quoi consiste l'indicateur de référence du déficit de AEM (« droit manquant »):

A. où est sa place ? S'agit-il d'un indicateur de référence ? Que se passe-t-il avec le calendrier, s'agissant habituellement d'une projection de six à neuf mois ? La classification des phases est déjà une projection.

Q. Pourquoi faudrait-il supprimer l'insécurité alimentaire chronique ?

A. Votre situation en matière de sécurité alimentaire est le résultat d'une combinaison entre votre situation structurelle et l'impact d'un choc. Mais dans le cas qui nous occupe, pour pouvoir nous centrer sur une échelle qui reflète la sévérité/intensité, il faut avoir un délai court et pondérer la situation/condition structurelle, mais ce qu'on observe ici est encore une fonction des facteurs qui incluent des éléments chroniques.

Q. Outre le cas de la Somalie, l'IPC est un cadre qui permet de consulter les données existantes mais dans certains pays, l'information est insuffisante, voire tout à fait absente.

A. Le TWG doit donc promouvoir la collecte de séries fondamentales de données de bonne qualité (par exemple, des enquêtes adéquates en matière de nutrition). L'IPC est neutre en termes de méthodologie d'évaluation mais la rigueur est importante et ceci s'applique aux évaluations qui exigent d'améliorer la collecte de données.

Q. Le développement technique est réellement important et il serait intéressant de voir comment le développement technique à l'échelle mondiale peut être mis en rapport avec le niveau régional et des pays.

Annexe 4: Session d'actualisation (premier jour après-midi)

Une brève session de travail a été tenue à la fin de la journée pour analyser certaines questions additionnelles et préciser l'essentiel de l'IPC. Quelques-uns des thèmes abordés sont les suivants:

Q. L'IPC a commencé de façon différente dans chacun des pays ; au Soudan, il a fallu deux ans pour lancer l'initiative et il serait utile d'avoir des orientations opérationnelles claires sur la façon de rendre le processus plus expéditif.

R. il n'existe pas de formule unique mais il est certainement nécessaire de consolider les leçons apprises pour en extraire la séquence essentielle de tout processus IPC (par exemple, plaidoyer + formation + analyse, etc.)



L'adhésion du gouvernement est fondamentale. Comment promouvoir la sensibilisation ? Comment susciter la participation des différents acteurs ? Par exemple, au Swaziland, la collecte de données a été cohérente sur la base de de l'approche de l'économie des ménages (AEM) et des données de nutrition au niveau des ménages (de même que l'actualisation régulière de DevInfo / Swazi Info) mais l'IPC serait utile à l'échelon régional, d'où l'importance de tenter de le promouvoir sur le marché, ce qui requiert un soutien technique et financier.

Qui est l'utilisateur final de l'IPC ? Les bailleurs de fonds et les gouvernements remettent souvent en question la légitimité de la carte opérationnelle, sans toutefois modifier leur décision en matière d'affectation de ressources. il serait également utile aux fins de l'IPC d'évaluer la façon dont l'analyse finale d'un produit IPC est développé et poursuivie.